

INDECOSA-CGT appelle à faire barrage à l'extrême-droite pour un nouveau projet de société

18 juin 2024

La situation issue des élections européennes du 9 juin 2024 est gravissime.

Le président de la république, en annonçant la dissolution de l'assemblée nationale et l'organisation dans la précipitation des élections législatives, a pris le risque cynique et calculé d'ouvrir les portes du pouvoir à l'extrême droite.

Depuis 2017, le bilan d'Emmanuel Macron, du point de vue des consommateurs, des locataires, des mal-logés et des usagers des services publics est déplorable. Emmanuel Macron a largement contribué à alimenter la désespérance sociale dont se nourrit aujourd'hui l'extrême-droite.

Le bilan désastreux d'Emmanuel Macron nous indique les voies à ne pas suivre pour ne pas fragiliser notre République et ses valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité.

Emmanuel Macron n'a eu de cesse de s'attaquer aux droits des salariés et des retraités à travers des projets de loi rétrogrades (*réforme des retraites, réformes du droit du travail, réforme de l'assurance-chômage, notamment*).

Il a toujours favorisé, au détriment de l'intérêt général, les intérêts particuliers des actionnaires et des grandes entreprises par le biais de mesures de défiscalisation au profit des grandes fortunes, de baisses des cotisations (mettant ainsi gravement en cause l'équilibre des budgets sociaux)_et de subventions massives aux entreprises sans réelles contreparties sociales ou fiscales.

Jamais, depuis plusieurs décennies, le pouvoir d'achat des ménages consommateurs n'a été mis à mal à ce point (*à travers l'augmentation sans précédent des tarifs et montants des biens et services de première nécessité : alimentation, énergie et loyers, notamment*). Dans ce contexte porteur de fragilité

sociale, **nombre de nos concitoyens ne mangent pas à leur faim**, ne se chauffent pas comme ils le devraient et sont logés dans des conditions indignes.

Non seulement Emmanuel Macron n'a jamais pris en considération la crise dramatique du logement qui affecte notre pays, mais il a décidé de réduire la capacité des acteurs du logement social à bâtir des logements sociaux.

Récemment, il a fait déposer au parlement un projet de loi logement profondément destructeur visant, notamment, à détricoter la loi SRU (projet de loi Kasbarian II).

Sur le plan des services publics, il a poursuivi la politique déjà largement engagée, depuis le début des années 2000, de fermetures des services publics de proximité, notamment dans le domaine de la santé (fermeture de maternités, d'hôpitaux et de lits d'hôpitaux) en dépit d'une crise sanitaire sans précédent (COVID).

Cela ne peut plus durer !

Emmanuel Macron a sciemment créé les conditions permettant à l'extrême-droite de prospérer. Sa responsabilité, et celle de ses soutiens politiques, est écrasante.

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour la démocratie et les libertés publiques, car on sait que sa stratégie, partout où elle a pu l'appliquer, c'est la terreur contre ses « opposants » : à commencer par les immigrés, les travailleurs, les syndicats et toutes les organisations du mouvement social.

C'est ce que l'on constate dans tous les pays qui ont cédé à la tentation de l'extrême-droite (Italie, Pologne, Hongrie, Argentine, Etats-Unis ...).

Dans tous ces pays, les libertés publiques et individuelles, les droits des étrangers, des femmes, des minorités sexuelles et des salariés, ont été attaqués.

En France, sur le plan de la consommation et de l'environnement, le Rassemblement National a soutenu et soutiendra systématiquement l'agro-business visant à perpétuer le modèle productiviste et combat toutes les mesures s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique qu'il ne reconnaît pas vraiment.

Aussi, **Indecosa-CGT** (association d'Information et de Défense des consommateurs salariés) avec la **CGT**, mais aussi avec l'ensemble du mouvement social et démocratique, appelle l'ensemble des citoyens consommateurs à s'inscrire dans la démarche unitaire pour contrer la menace du fascisme en France, dans les urnes et dans la rue.

Indecosa-CGT appelle tous ses adhérents et tous nos concitoyens à faire barrage à l'extrême-droite à l'occasion des prochaines élections législatives, en votant pour les candidats du nouveau front populaire.

Indecosa-CGT appelle l'ensemble des forces de progrès à se rassembler et à se mobiliser pour jeter les bases d'un projet de société émancipateur, ouvrant la voie à une véritable alternative aux politiques capitalistes qui détruisent la planète, sèment la guerre et la misère.

Communiqué de presse le 18 Juin 2024